



Débat d'orientations budgétaires 2017

Conseil municipal du 3 mars 2017
rapport

RAPPELS SUR LE DOB

Dans les Communes de plus de 3 500 habitants, l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que le Maire présente au Conseil Municipal, dans la période de 2 mois précédent l'examen du Budget, un rapport sur :

les orientations budgétaires,
les engagements pluriannuels envisagés et
sur la structure et la gestion de la dette.

Ce débat d'orientation budgétaire (DOB) participe à l'information des élus.

Il a pour objet de préparer l'examen du Budget, d'informer sur la situation financière de la Commune, de discuter des orientations budgétaires de la collectivité.

Le DOB constitue une étape obligatoire dans le cycle budgétaire, et doit être acté par une délibération spécifique sans donner lieu à un vote.

SOMMAIRE

- CONTEXTE p.4
 - ODEDEL (objectif d'évolution de la dépense publique locale) p.5
 - Loi de finances pour 2017, impact pour la commune p.6

- DGF (dotation global de fonctionnement) p.9
 - Augmentation de la CRCP (contribution au redressement des comptes publics) p.10
 - Baisse de la DGF p.12

- FISCALITE p.13
 - Données 2006-2016 p.14
 - Commune et CCAC p.16
 - Rappels p.17
 - Évolution du revenu moyen par habitant p.18
 - Évolution de la fiscalité p.19

- AUTOFINANCEMENT p.21
 - Evolution p.22
 - Variations p.23
 - Perspectives p.24

- ENDETTEMENT p.25
 - Ratios p.26
 - Encours de la dette p.27

- FONCTIONNEMENT p.29
 - Dépenses de fonctionnement p.31
 - Charges de personnel p.32
 - Classement des communes p.33
 - Perspectives p.34
 - Coût des services p.35
 - Recettes de fonctionnement p.39
 - perspectives p.41
 - Classement des 15 communes de l'Oise de plus de 9 000 habitants p.42

- INVESTISSEMENT p.44
 - Synthèses des dépenses d'investissement 2006-20016 p.45
 - Synthèses des recettes d'investissement 2006-2016 p.46

- Budget annexe centre ville p.47

- Budget eau/assainissement p.49

- Programmation pluriannuelles p.52

CONTEXTE

OBJECTIF D'ÉVOLUTION DE LA DÉPENSE PUBLIQUE LOCALE (ODEDEL)

- Cet objectif, institué par la loi de programmation des finances publiques 2014-2019, se décline par catégorie de collectivités locales à compter de 2016.
 - Exprimé en pourcentage, il est indicatif et permet à chaque collectivité de comparer l'évolution de son budget à l'objectif global d'évolution de la dépense locale.
 - Pour les Communes, l'objectif 2016 avait été fixé à 1,2%; pour 2017 l'objectif est à 2% (dont 1,7% concernant l'évolution des dépenses de fonctionnement).
- L'ODEDEL est un outil d'analyse plus que de pilotage, puisqu'il reste purement indicatif et sans valeur contraignante.
- Cet outil n'a aucun intérêt pour une commune particulière: soit la commune est dépensière, et elle devra augmenter ses dépenses de moins de 2%, et même plutôt les réduire. Soit elle est peu dépensière et elle pourra être amenée tout à fait légitimement à augmenter plus ses dépenses. C'est donc un outil purement macro économique.

LOI DE FINANCES 2017

(loi n°2016-1917 du 29 décembre 2016)

◆ Des incertitudes :

La Loi de finances abroge l'article 150 de la LFI pour 2016 réformant la DGF du bloc communal, seul subsiste une refonte de la DSU (dotation de solidarité urbaine). Cependant, il semblerait que la réforme soit remise à 2018 dans le cadre d'une loi de finances spécifique aux collectivités territoriales. La réforme de la DGF ne se ferait donc qu'à compter de 2018 dans le cadre d'un projet de loi de finances des collectivités

◆ Baisse de la DGF (dotation globale de fonctionnement) pour la 4^{ème} année consécutive

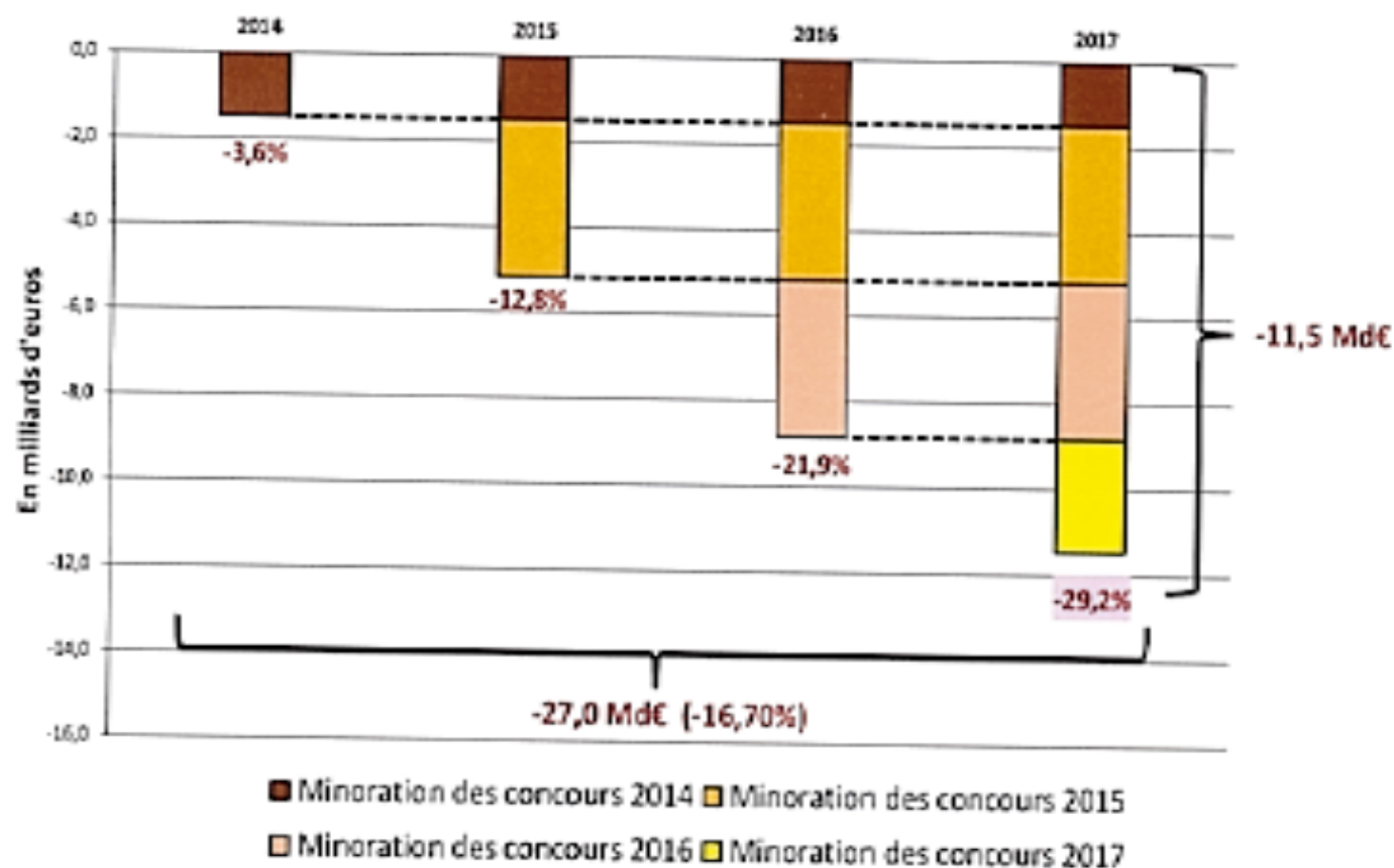
◆ Des mesures moins pénalisantes que prévu :

- La baisse de la DGF au titre de la CRCP (contribution au redressement des comptes publics) prévue par la loi de programmation 2014-2019 se voit ralentie : la baisse sera moitié moindre que prévue : la DGF sera donc ponctionnée de 2,64 milliards (sur 33,22 milliards).
- Du coup, la CRCP est de 0,93% (des recettes réelles de fonctionnement-produits exceptionnels, reversements fiscaux et remboursements au titre de mutualisations de personnel) en 2017 (contre 1,87% en 2016) mais le taux cumulé depuis 2014 est de 5,36%.
- Mais se pose la question de l'autre moitié : reportée en 2018 ?
- Le FPIC (fonds de péréquation intercommunal et communal) se stabilise :
2015 : 0,78 milliard
2016 : 1 milliard
2017 : 1 milliard
il atteindra son rythme de croisière en 2018, sauf que les EPCI dont le périmètre n'a pas changé au 1^{er} janvier verront leur contribution progresser.
(rappel : le FPIC est actuellement pris en charge par la CCAC à 100%)

◆ **Des mesures positives :**

- **Pour les groupes au sens du droit fiscal, répartition géographique du produit total payé par l'ensemble des entreprises du groupe (à compter de 2018).**
- **Revalorisation des valeurs locatives de 0,4% (1% en 2016). Au delà de 2017 la loi objective la détermination de la majoration. Afin de prévenir tout découplage, la référence sera le passé : en N, les bases seront revalorisées du taux d'inflation en glissement annuel de novembre N-1.**
- **Rebond de la compensation des exonérations de taxe d'habitation. en effet, les bases de TH ont diminué à la suite des exonérations en 2016 des personnes âgées veuves à faible revenu. La compensation a lieu en 2017.c'est donc le pendant des pertes des bases de TH en 2016.**
- **La DSR été alignée sur la DSU en valeur absolue, mais comme l'enveloppe était plus faible, l'augmentation est de 14, 5% (9,5% pour la DSU).**
- **Un nouveau fonds de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements est crée pour 2017 pour 816 millions d'euros (800 000€ en 2016).**
- **Maintien de la DETR.**

Réduction programmée des concours de l'Etat aux collectivités locales
 LPFP 2014-2019, LFI pour 2014, LFI pour 2015, LFI pour 2016, PLF pour 2017



LFI - 2017

DGF

DGF à Gouvieux

ANNEE	DOTATION FORFAITAIRE HORS COMPENSATION BASE SALAIRES	COMPENSATION BASE SALAIRES	DOTATION FORFAITAIRE TOTALE	DSR	DOTATION TOTALE	POPULATION DGF
2006	1 358 612	499 964	1 858 576	70 223	1 928 799	9 949
2007	1 378 621	504 342	1 882 963	76 609	1 959 572	9 949
2008	1 395 563	509 594	1 905 157	82 154	1 987 311	9 949
2009	1 395 227	513 671	1 908 898	86 225	1 995 123	9 913
2010	1 413 432	515 202	1 928 644		1 928 644	10 123
2011	1 379 927	496 136	1 876 063		1 876 063	10 049
2012	1 362 950	488 937	1 851 887	95 431	1 947 318	9 974
2013	1 345 060	479 967	1 825 027	99 675	1 924 702	9 952
2014	1 272 623	474 754	1 747 377	99 847	1 847 224	9 929
2015			1 547 351	103 255	1 650 606	9 693
2016			1 355 526	107 660	1 463 186	9 731
2016/2006					-24, 15%	

L'évolution de la DGF

- Suite aux dispositions de la loi de Finances 2015, la baisse globale de DGF s'est élevée à 3.67 milliards d'euros en 2015. La loi des finances 2016 avait confirmé ce dispositif pour 2016 et 2017.
- La Loi de finances pour 2017 prévoit que la DGF au titre de la CRFP (contribution au redressement des finances publiques) prévue par la loi de programmation 2014-2019 sera ralentie : la baisse sera moitié moindre que prévue :
la DGF sera donc ponctionnée de 2, 64 milliards (sur 33, 22 milliards). Pour le bloc communal cela représente une baisse d'environ 1 milliard d'euros au lieu des 2,1 milliards attendus. L'effort cumulé de la baisse depuis 2014 reste tout de même très important, perte cumulée de 27 milliards d'euros.
- Du coup, la CRFP (l'effort demandé aux communes) sera de 0,93% (des recettes réelles de fonctionnement-produits exceptionnels, reversements fiscaux et remboursements au titre de mutualisations de personnel) en 2017 (contre 1,87% en 2016) mais le taux cumulé depuis 2014 est de 5, 36 %.
- La baisse de DGF est évidemment particulièrement injuste pour les communes aux ressources faibles comme Gouvieux.

Baisse de la DGF, liée à l'augmentation de la CRFP

- la perte pour Gouvieux s'est établie comme suit par rapport à 2013 :
 - en 2014 : - 77 478 € dont 62 090€ de CRFP
 - en 2015 : - 274 096 € cumulé (-196 618€ pour l'année dont 157 293 € de CRFP)
 - en 2016 : - 461 516 € cumulé (- 187 420 € pour l'année dont 154 607 € de CRFP)
 soit près de 10 points de fiscalité

Lors du DOB 2016, on avait prévu une perte cumulée liée à la CRFP de 376 676 € depuis 2013.

- En 2017, on peut s'attendre à une CRCP d'environ 95 000€ (1,4 points de fiscalité).

	2014	2015	2016	2017
CRFP 2014	62 090	62 090	62 090	62 090
CRFP 2015		157 293	157 293	157 293
CRFP 2016			154 607	154 607
CRFP 2017				95 000
Perte annuelle/ 2013				468 990 Près de 7 points de fiscalité

FISCALITÉ

Fiscalité : données 2006-2016

IMPOTS LOCAUX	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2016/2006
Base TH	14 823 000	15 060 000	15 291 000	16 025 000	16 355 000	18 134 000	18 807 000	19 199 000	19 478 000	19 618 000	19 929 731	+34,4%
Base FB	11 467 000	11 737 000	11 987 000	12 317 000	12 833 000	13 533 000	13 789 000	14 120 000	14 404 000	14 650 000	14 731 774	+ 28,4%
Base FNB	201 000	200 700	204 500	335 500 (1)	314 300 (1)	282 500 (1)	262 000	240 300	220 300	225 000	225 328	+12,1%
Base TP	6 906 000	7 119 000	7 626 000	7 802 000								
Base CFE						2 053 000	2 170 000	2 275 000	2 052 000	2 197 000	2 197 662	
Produit TH	1 643 871	1 670 154	1 712 592	1 822 042	1 877 554	3 588 718	3 759 519	3 837 880	3 893 652	4 153 130	4 260 902	+159%
Produit FB	1 206 328	1 234 732	1 274 218	1 329 004	1 398 797	1 489 983	1 533 337	1 570 144	1 601 725	1 725 770	1 811 156	+50,1%
Produit FNB	150 428	150 204	154 581	257 395	243 520	231 847	217 172	199 185	182 607	197 527	205 738	+36,7%
Sous-total impôts ménages	3 000 627	3 055 090	3 141 391	3 408 441	3 519 81	5 310 548	5 510 028	5 607 209	5 677 984	6 076 427	6 277 796	+109, 2%
Produit TP	607 728	626 472	677 951	709 201	-	-						
Compensation TP relais					773 463							
CFE						392 123	418 593	438 848	395 831	448 847	468 995	
CVAE						174 283	234 459	249 432	229 650	221 803	260 489	
IFER						57 200	59 024	63 124	65 067	65 633	69 504	
TASCOM							4 496	21 438	79 306	48 906	52 296	
Sous total impôts économiques	607 728	626 472	677 951	709 201	773 463	623 606	716 572	772 842	769 854	785 189	851 284	
Reversement FNGIR						-1 517 815	-1 517 815	-1 554 594	-1 558 059	-1 558 059	-1 558 059	
TOTAL PRODUIT	3 608 355	3 681 562	3 819 342	4 117 642	4 293 334	4 416 339	4 708 785	4 825 457	4 889 779	5 303 557	5 571 021	+54,4%
Allocation TH	60 479	59 567	60 877	53 839	64 343	100 256	111 098	110 608	104 642	129 491	85 622	
Allocation FB	49 459	42 052	33 014	20 362	9 611	10 784	8 713	10 375	7 716	4 716	3 649	
Allocation FNB	8 654	8 863	9 048	9 229	9 284	9 303	9 305	9 331	9 020	8 230	7 469	
Allocation TP/CFE	(2)70 397	(2)63 308	(2)46 717	(2)33 232	(2)24 795	(2)24 756	(2)17 593	(2)14 614	11 390	7 439	6 337	
TOTAL ALLOCATIONS	188 989	173 790	149 656	116 662	108 033	145 099	146 709	144 928	132 768	149 876	103 077	
TOTAL PRODUIT FISCAL	3 797 344	3 855 352	3 968 998	4 234 304	4 401 367	4 561 438	4 855 494	4 970 385	5 021 827	5 603 309	5 747 212	+ 59,2%
Rôles complémentaires et								TH+TF8256		TH:34522	TH : 11 796+ 3519	
supplémentaires	TH+TF:3863 TP:13901	TH+TF:7526 TP:54558	TH+TF:8532 TP:49169	TH+TF:49165 TP:25349	TH+TF:50409 TP:24431	TH+TF:30080 TP:39418	TH+TF:94581 TP:3684	TP+CFE: 42334=	TH+TF:27913	FB+FNB:3329 CFE:22695=	CFE : 16 020	
produit supplémentaire	=17764	= 62084	= 57701	= 74514	= 74 840	= 69 498	= 98 265	50590		60546	73 114	14

Taux communaux

TAUX COMMUNAUX	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
TH	11,09	11,09	11,2	11,37	11,48	(3)(4)19,79	(3)(5)19,99	(3)(5)19,99	(3)(5)19,99	(3)(6)21,17	(7)21,84
FB	10,52	10,52	10,63	10,79	10,9	11,01	11,12	11,12	11,12	11,78	12,15
FNB	74,84	74,84	75,59	76,72	77,48	(3)82,07	(3)82,89	(3)82,89	(3)82,89	(3)87,79	(3)90,157
TP	8,8	8,8	8,89	9,09							
CFE					9,18	(3)19,10	(3)19,29	(3)19,29	(3)19,29	(3)20,43	(3)21,08

(4) taux théorique : 11,59

(6) taux théorique :
12,40

(5) taux théorique : 11,71

(7) taux théorique : 12,79

(3) taux rebasé à la suite de la réforme de la TP

Fiscalité commune et CCAC

FISCALITE : COMMUNE ET CCAC

	2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013		2014		2015		2016	
	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC	GVX	CCAC
TAUX																						
T.H.	11,09	1,25	11,09	1,29	11,2	1,38	11,37	1,5	11,48	1,5	19,79	2,77	19,99	2,77	19,99	2,77	19,99	2,77	21,17	3,64	21,84	4,21
F.B.	10,52	1,54	10,52	1,58	10,63	1,69	10,79	1,84	10,9	1,84	11,01	1,84	11,12	1,84	11,12	1,84	11,12	1,84	11,78	2,42	11,78	2,80
T.E.O.M		8,87		8,87		8,87		8,59		8,59		8,59		8,59		8,59		8,59		8,59		
F.N.B.	74,84	2,87	74,84	2,96	75,59	3,17	76,72	3,45	77,48	3,45	82,07	3,62	82,89	3,62	82,89	3,62	82,89	3,62	87,79	4,76	90,57	5,51
T.P.	8,8	1,27	8,8	1,31	8,89	1,45	9,09	1,64														
C.F.E.									9,18	1,64	19,1	2,93	19,29	2,93	19,29	2,93	19,29	2,93	20,43	3,85	21,08	4,46
PRODUITS																						
T.H.	16,44	185	16,7	194	1713	211	1822	240	1878	245	2071 (1)	245	2242(1)	282	2283(1)	288	2336(1)	292	2595(1)	386	2791(1)	902
F.B.	1206	177	1235	185	1274	203	1329	227	1399	236	1490	236	1533	254	1570	260	1602	265	1726	355	1 740	417
T.E.O.M		1017		1041		1063		1058		1102		1162		1184		1213		1237		1258		
F.N.B.	150	6	150	6	155	6	257	12	243	11	232	10	217	10	199	9	183	8	198	11	206	12
T.P.	608	88	626	93	678	111	709	128														
Compensation T.P.									773		620		717		773		770		785		809	
dont C.F.E.											392	60	419	64	439	67	396	60	449	85	469	99

(1) après déduction du
FNGIR

Fiscalité : quelques rappels

- Exonération des établissements hippiques de TP et de FB (reclassement en activité agricole)

Cette exonération a été compensée de façon dégressive entre 2005 et 2009. La perte en 2009 a été de 62 854€).

Elle est totale depuis 2010 : 42 563 + 37 945 = 80 508€ (valeur 2010)

- TP de Roissy (péréquation)

Montant reçu en 2005 : 55 989 }

2006 : 59 689 }soit une moyenne

2007 : 75 694 }de 68 173/an

2008 : 81 323 }

2009 : 48 528

Depuis 2010 : 0

- Passage de la TP à la TH
- Nouveaux abattement sur la TH qui ne sont compensés qu'en 2017
- Taxe additionnelle aux droits de mutation

Il s'agit d'une recette fluctuante. La crise immobilière s'est traduite en 2008 par une baisse significative du produit correspondant, qui s'est poursuivie en 2009. Une reprise a été constatée en 2010 et 2011, 2012 retombe au niveau de 2008-2009 alors que 2013 enregistre une légère amélioration. Après un effondrement du marché immobilier, correspondant à une nette baisse en 2014, 2015 est sensiblement revenu au niveau de 2013. L'année 2016 confirme la tendance.

Pour mémoire :

2004 : 400 015
2005 : 562 512
2006 : 730 176
2007 : 645 943
2008 : 488 930
2009 : 459 587
2010 : 613 497
2011 : 654 140
2012 : 482 394
2013 : 534 731
2014 : 377 098
2015 : 520 774
2016 : 588 873,51

Revenus moyens par habitant : évolution

données issues des fiches DGF transmises par la DGFIP

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Revenu moyen de la strate											
. + 10 000	9 673	9 953	10 168	12 828	13 355	13 656	NC	NC	NC	13 656	
. 5 à 10 000	8 915	9 126	9 314	12 148	12 637	12 947	NC	NC	NC	14 223	14430
Revenu moyen Gouvieux	13 287	13 457	14 626	17 763	17 995	18 147	18 952	19 143	19 746	20 930	20 686

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Valeur moyenne lissée sur 3 ans	13 654	13 444	13 790	15 282	16 795	17 968	18 365	18 747	19280	19 940	20454
Evolution en %	+ 3,21	- 1,54	+ 2,57	+ 10,82	+ 9,90	+ 6,98	+ 2,21	+ 2,08	+ 2,84	+ 3,42	+ 3,51

Évolution de la fiscalité

◆ contexte fiscal depuis 2006 :

- l'évolution du revenu moyen des gouviciens a été de 49,08 % avec un lissage sur trois ans
- La pression fiscale sur les particuliers, durant cette même période, a augmenté de 51%
- En terme d'effort fiscal sur les ménages, la ville de Gouvieux est à 94% alors que l'effort fiscal moyen des 15 premières communes de l'Oise est de 126%.
- Il faut rappeler que la Ville de Gouvieux,, pour assurer l'équilibre de ses programmes d'investissement, a besoin d'un autofinancement minimum de 1,2 à 1,3 millions d'euros.
- C'est à ce niveau que nous avons fonctionné ces dernières années (niveau précédemment plus proche de 1,5M€ mais qui a été réduit compte tenu notamment du développement de notre service public de la petite enfance). Mais nous n'avons pas ou peu de marge de manœuvre.
- Quant aux recettes de la Commune, un certain nombre d'éléments ne sont pas favorables :
 - pour mémoire la perte, désormais consommée, des recettes fiscales liées à l'activité hippique (FB et TP) ainsi que de la péréquation de la T.P. de Roissy ;
 - la dotation globale de fonctionnement a diminué de 24,15% sur la période 2016/2006 ;
 - la réforme des rythmes scolaires et la mise en place des TAP se traduisent par un coût annuel de 130 000, soit l'équivalent de 2,62 points d'impôts locaux.

◆ **Évolution des taux :**

En 2015, le Conseil Municipal a décidé d'augmenter les taux de 5,9%, afin de compenser le coût de la réforme des rythmes scolaires et la baisse de la DGF, il avait également prévu de prendre en compte en 2016 et 2017 la perte de la DGF à hauteur de 3,5% d'impôts chaque année.

En 2016, lors du vote du budget , la perte de DGF s'élevait à 3,17% des impôts. Il avait donc été décidé de revoir la valorisation des taux ainsi :

2015 : +5,9 %

2016 : +3,17%

2017 : +3,17%

2018 : +0%

la situation devait être réévaluée chaque année en fonction :

- **De l'évolution des bases d'imposition**
- **De la variation de la taxe additionnelle aux droits de mutation (TADM) : 588 873,51 €**
- **Recettes de la taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE) de 2016 est à 134 345, 13 € (le Conseil Municipal en 2015 a porté le taux de 5 à 6 ce qui pouvait entraîner une recette supplémentaire de l'ordre de 26 000€. Pour mémoire le produit de cette taxe était de 130 727 € en 2014 et 121 543 € en 2015); ceci n'a donc pas été le cas)**

L'AUTOFINANCEMENT

EVOLUTION DE L'AUTOFINANCEMENT PROPRE A L'EXERCICE

En K€

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses réelles de fonctionnement :	5 244	5 389	5 860	6 018	6 114	7 857	8 234	8 948	9 008	8 986	8 783
dont :											
.dépenses courantes	5 244	5 389	5 860	6 018	6 114	6 339	6 679	7 393	7 446	7 172	7 225
Reversement au FNGIR						1 518	1 555	1 555	1 562	1 558	1 558
.autres reversements de fiscalité										256	
Recettes réelles de fonctionnement :	7 252	8 802	7 748	8 447	9 127	9 744	10 449	10 119	10 322	11 119	10 548
dont :											
.recettes courantes (hors FNGIR)	5 800	5 928	6 113	6 523	6 916	6 883	7 082	7 199	7 124	7 381	7 346
.recettes des entreprises (y compris rôle supplémentaire et allocations compensatrices)	678	681	774	768	823	688	738	830	849	819	881
.recettes à reverser au FNGIR						1 515	1 555	1 555	1 562	1 558	1 558
.produit des cessions et autres recettes except.	45	1 523	387	696	775	1	592	0	510	839	174
.taxation additionnelle aux droits de mutation	730	670	474	460	672	654	482	535	377	521	589
Recettes courantes - dépenses courantes	556	539	253	505	802	544	403	-194	-322	209	121
Autofinancement brut	2 009	3 413	1 888	2 429	3 013	1 887	2 215	1 171	1 314	2 133	1 765
Autofinancement brut hors produits des cessions et autres recettes except.	1 963	1 890	1 501	1 733	2 238	1 886	1 623	1 171	804	1 294	1 591
Remboursement capital des emprunts	353	329	337	272	228	189	191	231	299	306	314

NOTA :

- 1) pour apprécier l'autofinancement réel de 2010, il faut tenir compte des recettes liées à l'indemnité de sinistre Pagnol, soit : 543
- 39 (dépenses de fonctionnement)
504 recette affectée aux travaux d'investissement de réhabilit.

De ce fait :

- l'autofinancement brut est de 2 509
- l'autofinancement net (hors opérations patrimoniales) est de 1506

Variation de l'autofinancement 2015/2016

Pour apprécier l'autofinancement de 2016, par rapport à 2015, il faut tenir compte de certaines recettes exceptionnelles :

- + 168 k€ de taxes additionnelles aux droits de mutation,
- + 449 k€ de report supplémentaire de l'excédent de fonctionnement N-1,

Il faut aussi tenir compte de dépenses exceptionnelles (versement FPIC) De ce fait, l'autofinancement brut aurait dû être en 2015 de 2749- 144 (taxe additionnelle dts mutation)- 416 (report de l'excédent de fonctionnement n-1)+ 121 (versement exceptionnel de fiscalité)+ 135 (FPIC) = 2 445

et l'autofinancement brut, hors opérations patrimoniales (cessions pour 839k€), de :
 $2445 - 839 = 1\ 606$

Sur ces bases, l'autofinancement net 2015 (hors opérations patrimoniales) était donc de :
 $1\ 606 - 306$ (capital des emprunts) = 1 300

Par conséquent, l'année dernière, nous constatons que l'autofinancement réel avait été ramené au niveau requis de 1,3 M€ (soit +0,85M€ par rapport à 2014 et +1,6 par rapport à 2013).

Cette année, nous confirmons le relèvement de l'autofinancement réel (hors emprunts et hors opérations patrimoniales) à 1,7 M€.

Ceci résulte de :

l'augmentation du produit d'impôt

la baisse de la DGF

le coût des TAP

la stabilisation de nos dépenses de fonctionnement

Il faut tenir compte de certaines recettes exceptionnelles : +168 k€ de taxe additionnelle aux droits de mutation, + 449 de report supplémentaire de l'excédent de fonctionnement

Perspective de l'autofinancement 2017/2018

- L'autofinancement sera impacté par :
 - la contribution au redressement des finances publiques prélevée sur la DGF.
 - La réforme de la DGF reportée à 2018
 - L'évolution des prix de l'énergie
 - La DSR : en raison de la réforme de la DGF et du classement de la commune de Gouvieux, on peut craindre que la commune ne fasse plus partie des communes éligibles.
 - L'évolution des services : maintien des TAP ? ; évolution du programme de petite enfance.

L'ENDETTLEMENT

ENDETTEMENT : RATIOS

(en k€)	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Capital restant dû au 1 ^{er} janvier de l'exercice (CRD)	1 799	3 054	2 732	2 402	2 065	1 794	1 566	1 377	4 386	4 155	3 855	3 549
Autofinancement brut	1 905	2 009	3 413	1 888	2 429	2 509	1 887	2 215	1 371	1 514	2 749	1 570
Recettes réelles de fonctionnement (RRF) (hors FNGIR et op. patrimoniales)	6 961	7 208	7 279	7 361	7 751	8 352	8 225	8 302	8 764	8 450	9 338	8 818
Ratio de Désendettement*	0,94	1,52	0,80	1,27	0,85	0,72	0,83	0,62	3,20	2,74	1,40	2,26
$\frac{\text{CRD}}{\text{RRF}}$	0,26	0,42	0,38	0,33	0,27	0,21	0,19	0,17	0,50	0,49	0,41	0,40

* le ratio dit de désendettement est le rapport entre l'encours de la dette au 31 décembre et l'autofinancement brut
(il indiquera le nombre d'années nécessaires à la Commune pour se désendetter, si elle y consacrait l'intégralité de son épargne)

N.B. : la Commune dispose d'actifs à céder pour un montant sensiblement équivalent à l'encours de la dette.

Son endettement net d'actifs cessibles est nul

ENCOURS DE LA DETTE : EVOLUTION

BUDGET GÉNÉRAL	Capital restant du au	Annuité	
Exercices	1er janvier de l'exercice	Capital	Intérêt
2017	3 235 431,38	260 152,44	132 275,49
2018	2 975 278,94	268 073,11	121 741,85
2019	2 707 205,83	276 342,23	110 859,77
2020	2 430 863,60	284 975,31	99 613,72
2021	2 145 888,29	293 988,47	87 987,60
2022	1 851 899,82	303 398,63	75 964,47
2023	1 548 501,19	313 223,43	63 526,71
2024	1 235 277,81	323 481,25	50 655,87
2025	911 796,51	334 191,44	37 332,71
2026	656 072,46	266 906,68	23 537,12
2027	389 165,78	278 582,45	11 860,99
2028	110 583,33	110 583,39	2 168,91

BUDGET M49	Capital restant du au	Annuité	
Exercices	1er janvier de l'exercice	Capital	Intérêt
2017	336 609,49	38 996,14	13 968,10
2018	297 613,35	40 221,77	12 742,46
2019	257 391,58	41 518,50	11 445,74
2020	215 873,08	42 890,42	10 073,81
2021	172 982,66	33 867,26	8 622,31
2022	139 115,40	35 402,90	7 086,67
2023	103 712,50	34 409,03	5 461,87
2024	69 303,47	36 128,03	3 742,87
2025	33 175,44	33 175,44	1 924,26

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses de Fonctionnement

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

en K€

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
011- charges à caractère général	2 505	2 675	2 927	3 225	3 15	3 166	3 548	3 911	3 893	3 987	4 286
012- charges de personnel	1 922	1 948	2 057	2 055	2 175	2 160	2 058	2 253	2 366	2 055	1 931
65- charges de gestion courante	674	650	685	724	721	952	1 010	1 081	1 069	908	1 061
66- charges financières (sauf ICNE)	96	112	167	82	72	63	55	79	172	159	145
66112- I.C.N.E.	39	-6		-84	-7	-7	6	61	-61	55	-12
67- charges exceptionnelles	8	10	24	16	3	5	2	8	3	8	11
014 – contribution FNGIR						1 518	1 555	1 555	1 566	1 558	1 558
Autres reversements fiscalité										122	
FPIC										134	
Dépenses réelles.....	5 244	5 389	5 860	6 018	6 114	7 857	8 234	8 948	9 008	8 989	8 980
67- Cessions d'immobilisations (val. comptable)	28	1 484	350	697	743	3	592			892	174
68- Dotation aux amortissements	184	185	200	207	206	215	219	235	245	255	251
Dépenses d'ordre.....	251	1 663	550	820	942	211	811	296	184	1 147	425
DEPENSES DE L'EXERCICE	5 456	7 058	6 410	6 922	7 063	8 075	9 045	9 183	9 253	10 133	9 405

CHARGES DE PERSONNEL

En K€

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2006/2016
Traitement et indemnités	1216	1216	1218	1231	1207	1184	1163	1136	1235	1194	1123	
Charges patronales et diverses	468	474	490	476	472	473	452	475	506	490	435	
	1684	1960	1708	1707	1679	1657	1615	1611	1741	1684	1558	+8%
Allocations chômage	3	1	-	-	-	-	-					
Personnel extérieur	235	257	349	385	452	484	443	642	625	657(1)	462	
Emplois jeunes	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	/	
Total général.....	1922	1948	2057	2092	2131	2141	2058	2253	2366	2341	2020	+5%
Remboursement de traitements et charges	36	28	6	9	36	5	11	24	30	5	3	
Charges consolidées.....	1886	1920	2051	2101	2167	2146	2047	2229	2336	2336	2023	+7,2%

(1) article 6218 : Centre de gestion =	326
article 611 : Intérim privé =	55
article 6042 : EPONA =	81
	<hr/>
	462

Les charges de personnel des 15 communes de l'Oise de plus de 9 000 habitants en €/habitant

(année 2015)source DGFIP

rappel : moyenne de la strate de Gouvieux : 577 €/hab

rang	Ville	Montant Municipal	Montant intercommunal	Total
1	Gouvieux	215	12	227
2	Lamorlaye	374	12	386
3	Chambly	525	25	550
4	Méru	562	40	602
5	Clermont	470	121	591
6	Pont Ste Maxence	469	178	647
7	Crépy en Valois	609	40	649
8	Chantilly	645	12	657
9	Senlis	662	13	675
10	Creil	765	75	840
11	Compiègne	754	93	847
12	Noyon	680	202	882
13	Nogent sur Oise	810	75	885
14	Beauvais	820	196	1016
15	Montataire	1 000	75	1075

PERSPECTIVES DE DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre 11 : Charges à caractère général

Les principales dépenses que la Commune peut difficilement maîtriser sont celles qui concernent le gaz, l'électricité et le carburant (et elles vont probablement augmenter).

Un diagnostic a été établi pour les travaux d'économie d'énergie au Gymnase : il resterait à la charge de la commune 85 000€ (en comptant les subvention au titre de la DETR et du FSIL).

Une action peut également être entreprise sur l'éclairage public, un diagnostic a été lancé en partenariat avec le SE 60. les résultats seront connus avant l'été.

Chapitre 12 :charges de personnel et frais assimilés

Ils sont maîtrisés,

Les augmentations de dépenses proviennent :

- Du GVT (glissement vieillissement technique)
- De l'augmentation du point d'indice de 0,6% au 1^{er} février 2017
- De la réforme de la fonction publique territoriale : PPCR (parcours professionnels, carrières et rémunérations) qui entraîne le reclassement des agents dans de nouvelles grilles indiciaires.
- Ceci correspondant à une dépense supplémentaire au budget général de 17 000€.

Aucune dérive n'est à envisager (en dehors d'une éventuelle augmentation significative des charges patronales par le législateur).

Seul le développement du programme de petite enfance (multi accueil) pourra requérir un ajustement minime à la hausse .

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante

Pas d'évolution prévue

Seule la subvention au CCAS devrait être majorée pour le développement du service public de la petite enfance.

Chapitre 66 : Charges financières

l'endettement est faible

le remboursement des intérêts sera divisé par 2 en 2022

aucun emprunt significatif n'est prévu dans le PPI 2016-2018

COÛT DES SERVICES

Évolution du coût du programme petite enfance

SERVICE	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Frais de fonctionnement divers Ass. Mat Primes, aides												10,91	9,4
Assistantes Maternelles Parents	48,9	45,8	53,76	45,69	77,7 23,69	110,18 18,4	111,19 14,04	108,8 21,64	118,9 27,03	112,65 70,77	118,26 113,8	114,86 147,84	120,12 120,98
Sous Total 1	48,9	45,8	53,76	45,69	101,39	128,58	125,23	130,44	145,93	183,42	232,06	273,61	250,5
Haltes Garderies et Haltes Maternelles	26,8	28,29	44,91	57	63,12	97,74	92,93						
Dépenses													
Frais de personnel HG Frais de personnel HM								216,63 79,29	224,61 81,42	322,4 82,42	296,3 76,68	322,36 70,44	325,9 59,2
Frais de fonctionnement								49,62	48,34	57,43	64,2	55,89	59,7
Recettes													
HG HM MSA/CAF								45,87 33,02 32,2	79,45 14,04 56,99	78,63 5,65 71,46	61,67 14,62 152,38*	72,84 11,95 99,67	80,3 24,4 113,8
Sous Total 2	26,8	28,29	44,91	57	63,12	97,74	92,93	234,45	203,89	306,51	208,51	264,23	226,3
MAM Manoir												11,57	3,73
Sous total 3												11,57	3,73
TOTAL	75,7	74,09	98,67	102,69	164,51	226,32	218,16	364,89	349,82	489,93	440,57	549,41	480,53
								hors subvention équipement			480,25		

* dont 39,68 pour équipement

Exercice 2016 en k€

	Halte-Garderie	Halte Maternelle
Frais de personnel	325,9	59,2
Frais de fonctionnement	59,2	-
TOTAL DEPENSES	385,1	59,2
Participation des familles	80,3	24,4
Subvention MSA/CAF	113,3	-
TOTAL RECETTES	193,6	24,4
RESULTAT	- 191,5	-34,8
Coût du service	226,3	

TAP : bilan 2016

	2015	2016
<u>dépenses</u>		
Matériel et fournitures	4 204,60	2 325,4
Personnel commune	44 541, 83	42 695, 19
- Intervenants extérieurs :		
associations	21 831, 01	23 291
autres	40 395, 74	39 508
Car/transport	18 861,16	21 156,12
TOTAL	129 834, 34	
<u>Recettes</u>		
Fonds d'amorçage	18 050	0
RESULTAT	111 784,34	128 975, 71

Recettes de Fonctionnement

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

en K€

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
70- Produits des services	204	193	278	370	245	286	229	301	274	255	277
73- Impôts et taxes dont recettes à reverser au FNGIR	4 467	4 533	4 583	4 785	5 173	7 053	7 220 (1555)	7 385 (1555)	7 082 (1562)	7 766 (1558)	8 005 (1558)
74- Dotations et participations	2 188	2 230	2 223	2 200	2 068	2 063	2 105	2 079	2 016	1 834	1 594
75- Autres Produits de gestion courante	309	286	259	380	847	332	288	305	408	419	495
013- Atténuation de charges	36	28	5	13	13	5	11	27	30	5	3
76- Produits financiers	4	8	13	3	6	3	4	2	2	1	1
77- Produits exceptionnels	45	1 524	387	696	775	2	592	20	510	839	174
Total recettes réelles.....	7 028	7 253	8 802	7 748	8 447	9 127	9 744	10 449	10 119	10 322	11 119
776- Différence sur réalisation d'immobilisations	4			1	1	1				53	
78- Reprise sur amortissements et provisions											
Total recettes d'ordre.....	4	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0
TOTAL RECETTES EXERCICE	7 257	8 802	7 748	8 448	9 128	9 745	10 449	10 119	10 322	11 172	10 550
002-Report N-1								200	200	616	448
TOTAL RECETTES	7 257	8 802	7 748	8 448	9 128	9 745	10 449	10 319	10 522	11 788	10 997

PERSPECTIVES DE RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chapitre 70 : Produits des services, du domaine et ventes diverses

Evolution habituelle.

Chapitre 73 : Impôts et taxes

base des impôts directs : évolution habituelle

à surveiller : produit de la taxe finale sur consommation d'électricité

recette fluctuante : taxe additionnelle aux droits de mutation

(voir chapitre fiscalité)

Chapitre 74 : Dotations et participations

prélèvement en 2016 et 2017 sur la DGF au titre de la contribution au redressement des finances publiques

réforme de la DGF en cours (reportée à 2018)

incertitude sur la pérennité de la DSR (environ 100 000€)

(voir chapitre DGF)

Chapitre 77 : Produits exceptionnels

les recettes principales seront constituées par la vente d'éléments du patrimoine (la Motte Louvet, Bois des Bouleaux, EDF...), uniquement pour autofinancer des investissements pérennes.

Classement des 15 communes de l'Oise de plus de 9 000 habitants intercommunalité comprise (année 2015)

source DGFIP

total Impôts locaux+autres impôts et taxes + DGF/hab

- La moyenne (non pondérée) est de 1 205,73 € /habitant
- Gouvieux est à 1 062€/habitant
- Écart entre Gouvieux et Lamorlaye : 0,71M€/an
- Écart entre Gouvieux et Chantilly : 1,85 M€/an
- Gouvieux est dorénavant la deuxième commune ayant les recettes les plus faibles de l'Oise. C'est l'augmentation des recettes de la CCAC et la baisse concomitante des recettes de l'interco de Pont Ste Maxence qui la place avant dernière devant Pont.

rang	Ville	Montant municipal	Montant intercommunal	TOTAL
1	Senlis	1 289	142	1 431
2	Beauvais	973	387	1 360
3	Compiègne	882	459	1 341
4	Crépy en Valois	1085	205	1 290
5	Noyon	989	287	1 276
6	Chantilly	983	264	1 247
7	Clermont	882	348	1 230
8	Creil	911	279	1 190
9	Chambly	985	197	1 182
10	Nogent Sur Oise	954	279	1 133
11	Lamorlaye	869	264	1 133
12	Montataire	844	279	1 123
13	Méru	759	325	1 084
14	Gouvieux	798	264	1 062
15	Pont Sainte Maxence	717	287	1 004

SECTION D'INVESTISSEMENT

Synthèse des dépenses d'investissement

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
Dépenses financières											
13- Suvention investissement											
16- Remboursement d'emprunts	353	329	337	272	228	189	191	231	299	306	314
26- Participation et créances											
Dépenses d'équipement											
20- Immob. incorporelles	5	13			11	14	63	47	22	40	26
Opérations											6
Hors opérations											
21- Immob. corporelles											
Opérations				-	-	360	104		396	46	3
Hors opérations	1 521	462	798	261	527	1 095	1 539	2 476	795	1 762	907
23- Immob. incorporelles											
Opérations	798	383	1 709	826	225	136	1 444	4 039	857	9	22+13+2 0
Hors opérations	787	780	1 251	1 647	1 389	189	237	8	5	1	21
27- Autres immobilisations financières										3	
Total dépenses réelles.....	3 464	1 967	4 095	3 006	2 380	1 983	3 578	6 801	2 374	2 167	1 333
9- Reprise sur provisions											
19- Différences sur réalisation d'immobilisations				1	1	1				53	
16882- ICNE	13										
Total dépenses d'ordre.....	13	0	0	1	1	1					
TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE	3 451	1 967	4 095	3 007	2 381	1 984	3 578	6 801	2 374	2 220	1 333
RESULTAT N-1 REPORTE	442	1 191	0	565	147	-	-	-	733	-	-
TOTAL DEPENSES	3 893	3 158	4 095	3 572	2 528	1 984	3 578	6 801	3 107	2 220	1 333
Restes à réaliser (20/21/23) reportés											1 593

Synthèse des recettes d'investissement

en K€

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016
70- Produits des services	204	193	278	370	245	286	229	301	274	255	277
73- Impôts et taxes	4 467	4 533	4 583	4 785	5 173	7 053	7 220	7 385	7 082	7 766	8 005
dont recettes à reverser au FNGIR							(1555)	(1555)	(1562)	(1558)	(1558)
74- Dotations et participations	2 188	2 230	2 223	2 200	2 068	2 063	2 105	2 079	2 016	1 834	1 594
75- Autres Produits de gestion courante	309	286	259	380	847	332	288	305	408	419	495
013- Atténuation de charges	36	28	5	13	13	5	11	27	30	5	3
76- Produits financiers	4	8	13	3	6	3	4	2	2	1	1
77- Produits exceptionnels	45	1 524	387	696	775	2	592	20	510	839	174
Total recettes réelles.....	7 028	7 253	8 802	7 748	8 447	9 127	9 744	10 449	10 119	10 322	11 119
776- Différence sur réalisation d'immobilisations	4			1	1	1				53	
78- Reprise sur amortissements et provisions											
Total recettes d'ordre.....	4	0	0	1	1	1	0	0	0	0	0
TOTAL RECETTES EXERCICE	7 257	8 802	7 748	8 448	9 128	9 745	10 449	10 119	10 322	11 172	10 550
002-Report N-1								200	200	616	448
TOTAL RECETTES	7 257	8 802	7 748	8 448	9 128	9 745	10 449	10 319	10 522	11 788	10 997

BUDGET ANNEXE CENTRE VILLE

**PROGRAMME IMMOBILIER DE CENTRE VILLE
(Budget annexe)**

Recettes réalisées en 2016:

1 type 4 avec 1 place de stationnement :	250 000
1 type 4 avec 2 places de stationnements :	265 000
1 type 4 avec 2 places de stationnement :	260 000
TOTAL :	775 000 TTC

1 type 4 à vendre (avec 1 ou 2 parkings)

Places de parking à vendre ou louer : 10

BUDGET
EAU et ASSAINISSEMENT

Fonctionnement	Investissement
Dépenses : 290 299€	Dépenses : 164 009€
Recettes : 423 289€	Recettes 1 322 999€ (dont 880 153€ de solde d'exécution)

- Le résultat d'exploitation est donc de 132 990 €
- Résultat d'investissement est donc de 1 158 990€
- Soit un résultat brut de 1 202 980€

- Il faut rappeler que les recettes proviennent des surtaxes perçues sur les factures d'eau : 0,3526€/m³ pour l'eau et 0,3912€/m³ pour l'assainissement soit 412 542€.

- Les dépenses réelles d'investissement comprennent le remboursement d'emprunt, la fourniture de poteaux incendie, réalisation d'un réseau d'assainissement eaux usées Chemin du stade et allée de la cave.

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

Principaux projets 2017-2019 (en k€)	2017	2018	2019
Aménagement Place Charles de Gaule	80		
Requalification entrée de Ville angle Rothschild/Treille)			
. études	50		
. travaux		200	200
Dissimulation des réseaux			
. rue de l'Abreuvoir	250		
. poursuite du programme		100	100
DUP Nonette Plaine de jeux/trame verte et de loisirs			
. achat de terrains	281		
. travaux		250	250
DUP sentier Nonette de la rue de la Tannerie au Moulin Lagache			
. achat terrains	65		
. travaux		100	
Gymnase			
. alarme incendie	73		
. travaux de protection incendie	50	50	
. économies d'énergie : Travaux	420		
Achat de terrains (réserves foncières urbaines, réserves naturelle, OAP)	300	500	500
Investissement courant			
. bâtiments	250	300	
. voirie	250		
Révision PLU	50		
Accessibilité	250		
Multi Accueil des Tertres	600	250	100
Projet Gambetta (MAM + 4 logements)	500	20	150
Autres aménagements urbains		200	200
Aménagement de la sortie des 15 Saules			20
Divers informatique (serveur, dématérialisation)	50	30	
Videoprotection			80

N.B : il s'agit de charges brutes, TTC,
- hors subventions éventuelles
- hors ZAC éventuelle

Assainissement	2017	2018	2019
Le transfert de la compétence aux EPCI devant intervenir au 01/01/2020, il serait convenable de transmettre une situation mise au net en ayant effectué les principaux travaux restant à réaliser	400	400	400